

“Nique la France” : Lettre ouverte à François Hollande

écrit par Christine Tasin | 13 décembre 2015



Sollicités par les animateurs de l'AgriF, Christine Tasin et Pierre Cassen ont accepté de signer ce texte, suite à la [relaxe des “Nique la France” Saïd Bouamama et Houria Bouteldja, en Cour d'Appel.](#)

“Nique la France” : Lettre ouverte à François Hollande

Monsieur le Président,

La cour d'appel [a confirmé](#), le 9 décembre dernier, la relaxe d'Houria Bouteldja, Saïd Bouamama et Saïdou dans le procès dit “de Nique la France”.

Cette relaxe ahurissante en dit long sur la dérive de la justice dont vous êtes, Monsieur le Président, le garant de l'indépendance, comme chef de l'Etat. En effet, au moment où certains de nos compatriotes sont lourdement condamnés pour avoir alerté sur les dangers de l'islam radical, une incitation à la haine contre la France et contre les Français n'est pas prise en compte.

C'est pourquoi nous vous demandons instamment de dire

publiquement et fermement qu'en France, il n'est pas permis de "niquer la France", selon la charmante rhétorique de ces délicats poètes – accompagnée le plus souvent de la gestuelle équivalente du doigt dit "d'honneur".

Ne vous y trompez, Monsieur le Président, dans ce procès, ce n'est pas l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (Agrif) qui a perdu. C'est bel et bien la France, et même la plus simple humanité.

Vous ne pouvez pas ignorer, en effet, que ce "Nique la France" est précisément le slogan de ralliement des terroristes qui assassinent nos compatriotes. Billal Hadfi, l'un des auteurs des attentats-suicides du 13 novembre, n'avait-il posté, peu avant son acte, un photo de lui dans la posture du "doigt d'honneur" assorti du slogan: "Nique la police"? L'un des plus récents condamnés pour apologie de terrorisme n'a-t-il pas déclaré: "Ils ont eu raison à Daech de niquer la France et d'exploser des bombes"?

Tous les Français comprennent l'utilité de l'état d'urgence. Mais ils ne peuvent accepter de voir leurs libertés publiques limitées, quand des sauvages invitent à "niquer la France", à la façon des terroristes de l'Etat islamique, sont ainsi relaxés par votre justice.

Nous avons besoin de savoir, Monsieur le Président, si vous êtes réellement en guerre avec l'Etat islamique ou si cet état d'urgence n'est qu'une palinodie électoraliste et liberticide qui n'empêche nullement l'anti-France d'inviter à la haine et aux mépris de la France et des Français.

Nous avons besoin de savoir si vous êtes du côté des Français ou du côté de ceux qui font un "doigt d'honneur" à la France.

Et il n'est pas possible, dans des circonstances aussi graves, alors même que les barbares frappent sur le sol français et massacrent nos compatriotes, de se réfugier dans le classique

refus de commenter une décision de justice.

Encore une fois, il n'est plus question de l'Agrif ni de Houria Bouteldja; il est question de la France et de ceux qui veulent la "niquer". Votre silence ne pourra être interprété que d'une seule manière: une complaisance complice à l'égard de ces derniers – déjà protégés par trop de juges détestant la France au lieu de la défendre comme c'est leur mission profonde.

Dans l'attente d'une parole véritablement présidentielle, digne du chef d'Etat d'une nation en guerre, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre fidélité inébranlable à la nation française ainsi méprisée par les juges après avoir été meurtrie par les terroristes.

Signataires :

- **Bernard Antony**, président de l'Agrif
- **Jeanne Smits**, vice-présidente de l'Agrif
- **Cécile Montmirail**, vice-présidente de l'Agrif
- **Guillaume de Thieulloy**, vice-président de l'Agrif
- **Pierre Soleil**, secrétaire général de l'Agrif
- **Daniel Hamiche**, porte-parole de *Riposte catholique*
- **Michel Janva**, rédacteur en chef du *Salon beige*
- **Christine Tassin**, présidente de *Résistance républicaine*
- **Pierre Cassen**, fondateur de *Riposte laïque*